

Gaza, assassinats et désinformation

[327 commentaires](#)

jeudi 15 novembre 2012, par Alain Gresh

Pour comprendre l'escalade à Gaza, il faut toujours rappeler quelques données sur ce territoire (360 kilomètres carrés, plus de 1,5 million d'habitants, soit plus de 4 500 personnes par kilomètre carré — ce qui en fait un des endroits de la planète où la densité de population est la plus élevée), occupé depuis 1967 par Israël. Même si l'armée s'en est retirée, ses accès avec le monde extérieur sont toujours contrôlés par Israël ; la circulation à l'intérieur même de cette mince bande de terre est limitée et le blocus mis en place depuis des années perdure : pour les Nations unies, Gaza reste un territoire occupé.

Les données qui suivent sont fournies par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires dans les territoires palestiniens (OCHA oPt), dans un document de juin 2012 intitulé : « [Five Years of Blockade : The Humanitarian Situation in the Gaza Strip](#) » :

- ▶ C'est en juin 2007 que le gouvernement israélien a décidé d'intensifier le blocus de ce territoire, qui était déjà sévèrement « contrôlé ».
- ▶ 34 % de la population (et la moitié des jeunes) est au chômage.
- ▶ 80 % de la population dépend de l'aide alimentaire.
- ▶ Le PNB par habitant était, en 2011, 17 % en dessous de celui de 2005 (en termes constants).
- ▶ En 2011, un camion par jour sortait de Gaza avec des produits pour l'exportation, soit moins de 3 % du chiffre de 2005.
- ▶ 35 % des terres cultivables et 85 % des eaux pour la pêche sont partiellement ou totalement inaccessibles aux Gazaouis à la suite des restrictions israéliennes.
- ▶ 85 % des écoles doivent fonctionner en « double service » — un le matin, l'autre l'après-midi —, en raison de la surpopulation.

Toute guerre s'accompagne d'une propagande intense et le gouvernement israélien est passé maître dans cet art. Déjà lors de l'offensive de décembre 2008-janvier 2009, on avait assisté à un déferlement médiatique (Marie Bénilde, « [Gaza : du plomb durci dans les têtes](#) »). Des intellectuels français, dont l'inénarrable [Bernard-Henri Lévy](#), avaient contribué à cette désinformation.

L'homme assassiné par Israël, Ahmed Jabari, était le chef de l'aile militaire du Hamas (sur cette organisation, lire « [Qu'est-ce que le Hamas ?](#) »). Nombre de médias le présentent comme « un terroriste » responsable de toutes les attaques contre Israël. La réalité est assez éloignée de ce portrait — au-delà même de l'usage du terme « [terrorisme](#) », pour le moins ambigu. Une nouvelle fois, c'est un journaliste israélien Aluf Benn qui fait remarquer (« [Israel killed its subcontractor in Gaza](#) », *Haaretz*, 15 novembre) :

« Ahmed Jabari était un sous-traitant, en charge du maintien de la sécurité d’Israël dans la bande de Gaza. Cette qualification paraîtra sans aucun doute absurde pour tous ceux qui, au cours des dernières heures, ont vu Jabari décrit comme un “archi-terroriste”, “le chef du personnel de la terreur” ou “notre Ben Laden”.

C’était pourtant la réalité durant ces cinq années et demi. Israël a exigé du Hamas qu’il observe la trêve dans le sud et la fasse appliquer par les nombreuses organisations armées dans la bande de Gaza. L’homme à qui avait été confiée cette tâche était Ahmed Jabari. »

Il suffit de regarder les graphiques publiés par le ministère des affaires étrangères israélien lui-même sur les tirs de roquettes (« [Palestinian ceasefire violations since the end of Operation Cast Lead](#) », 14 novembre 2012), pour se rendre compte que, de manière générale, la trêve a bien été observée. Elle a été rompue par des raids de l’armée israélienne les 7 et 8 octobre 2012, puis les 13 et 14 octobre, provoquant une escalade qui a continué sans discontinuer depuis. Et, à la veille de l’assassinat de Jabari, une trêve avait été finalisée par l’Egypte, ce que confirme le témoignage du militant de la paix Gershon Baskin, repris dans *Haaretz*, (« [Israeli peace activist : Hamas leader Jabari killed amid talks on long-term truce](#) », 15 novembre)

Chaque escalade fait suite à des assassinats ciblés de militants palestiniens à Gaza. Ces exécutions extra-judiciaires sont une pratique ancienne du gouvernement israélien (à laquelle les Etats-Unis se sont ralliés depuis longtemps). Vous avez dit « terrorisme » ? (lire « [De Gaza à Madrid, l’assassinat ciblé de Salah Shehadeh](#) », par Sharon Weill, *Le Monde diplomatique*, septembre 2009).

Le scénario avait été exactement le même en 2008. Alors que la trêve était respectée du côté palestinien depuis juin 2008 (« [List of Palestinian rocket attacks on Israel, 2008](#) », Wikipedia), c’est l’assassinat de sept militants palestiniens en novembre qui devait déboucher sur une escalade et l’opération « [Plomb durci](#) ».

Sur les violations par Israël des cessez-le-feu au cours des dernières années, on pourra lire Adam Horowitz, (« [Two new resources : Timeline of Israeli escalation in Gaza and Israel’s history of breaking ceasefires](#) » (Mondoweiss, 14 novembre 2012).

D’autre part, il est difficile de parler d’un affrontement entre deux parties : les F-16 israéliens et les roquettes palestiniennes ne sont pas des armes équivalentes. Le bilan humain, depuis la trêve de janvier 2009 qui a suivi l’opération « Plomb durci », le confirme.

L’organisation israélienne de défense des droits humains B’Tselem dresse le compte des Palestiniens et des Israéliens tués à Gaza depuis le 19 janvier 2009 jusqu’au 30 septembre 2012 (« [Fatalities after operation “Cast Lead”](#) ») :

271 Palestiniens (dont 30 mineurs) contre 4 Israéliens.

Les chiffres parlent d’eux-mêmes...